

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 173 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2949 - Prix : 1€

Guerre commerciale

Ne pas se laisser embrigader !

**Budget : austérité
programmée**

Page 3

**« On en a marre
d'étouffer ! »**

Page 7

**Mayotte :
Grève victorieuse des
employés de la SIM**

Page 12

Refusons d'être les esclaves de leur guerre commerciale !

En proposant d'annexer le Canada et le Groenland ou de prendre le contrôle de la bande de Gaza et de la vider des Palestiniens pour en faire une nouvelle Côte d'Azur, Trump a enchaîné les provocations vis-à-vis des peuples. Et chaque jour qui passe, il promet au monde entier une guerre commerciale sans pitié.

Cela suscite de la peur et bien des inquiétudes dans le monde du travail. Car, si la guerre commerciale n'a rien de nouveau, les travailleurs savent comment le patronat la leur fait payer en leur imposant toujours plus de compétitivité.

En même temps, certains, y compris dans le monde ouvrier, ne cachent pas leur admiration pour Trump. Ils lui attribuent le mérite de défendre les Américains et voudraient que nos gouvernants fassent de même.

Ces deux réactions conduisent au même résultat : nous pousser à serrer les rangs derrière nos capitalistes, c'est-à-dire nos exploiters. Et c'est la seule perspective défendue par les partis politiques, de Le Pen jusqu'au PCF, Ruffin et Mélenchon en passant par Macron. Car tous nous rabâchent qu'il faut nous battre pour l'industrie et la souveraineté de la France. Et c'est aussi la politique prônée par les confédérations syndicales, à commencer par la CGT, qui se vante d'avoir des plans pour réindustrialiser la France et assurer sa souveraineté.

Le protectionnisme, défendu parfois au nom du produire local sous prétexte de l'environnement ou de l'emploi, revient toujours à la même chose : mener la guerre économique à coups de taxes douanières.

C'est une politique aussi stupide que nuisible pour les travailleurs. Aucun pays au monde ne vit en autarcie et n'est capable d'être autosuffisant, pas même les États-Unis !

Dans une mise en scène spectaculaire, Trump a signé les décrets imposant 25 % de taxes douanières au Canada et au Mexique. Ces taxes n'ont tenu que 24 heures, le temps qu'il a fallu à la Bourse de Wall Street pour dévisser. Et, loin des caméras cette fois, Trump les a suspendues. Comme tous les démagogues, il a une grande bouche, mais de tout petits bras !

Ces taxes posent autant de problèmes aux capitalistes américains qu'elles en résolvent. Elles handicapent les entreprises américaines, comme General Motors, qui sont installées au Mexique, et les milliers d'autres qui travaillent avec des sous-traitants basés au Mexique ou au Canada et dont les pièces font parfois plusieurs allers-retours de part et d'autre de la frontière.

La même interdépendance existe entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne. Musk, qui possède une usine Tesla à Shanghai et y vend le tiers de ses voitures, n'a pas du tout envie de se fâcher avec Pékin. Et même si Boeing, rival d'Airbus, peut avoir intérêt à la promotion du patriotisme économique, il achète des moteurs Safran et des systèmes radio produits en France par Thales.

Dans l'enchevêtrement de l'économie mondiale, faire croire que chaque pays peut être souverain économiquement est pur mensonge et démagogie.

Ici, certains travailleurs rêvent d'une version française du « Make America great again ». Mais quand Trump parle des « intérêts des États-Unis », c'est de ses propres affaires et de celles de Musk et compagnie qu'il parle. Il ne se soucie en aucun cas des travailleurs américains forcés de prendre deux emplois pour s'en sortir et qui s'endettent à vie pour se faire soigner.

Et comment croire, ici, que les profits gagnés dans la guerre commerciale par Michelin, Stellantis, Renault, Sanofi ou Thales bénéficieraient aux travailleurs ? Ce sont déjà des groupes florissants, et ils suppriment des emplois et imposent des conditions de travail toujours plus dures.

Cette propagande nationaliste de plus en plus guerrière a un but politique : elle veut nous faire croire que le monde se découpe en blocs de pays concurrents, et pas en classes opposées. Elle veut nous faire croire que nos intérêts sont ceux de notre patron et des actionnaires. Et cela, pour nous forcer à accepter tous les diktats des capitalistes : la course au profit et au moins-disant, leur refus de payer des impôts et leur rejet des réglementations sociales et environnementales qui sont, à leurs yeux, autant d'entraves à la compétitivité du pays.

Eh bien non, cette guerre économique n'est pas la nôtre, refusons d'en être la chair à canon ! Il y a un autre choix : nous battre contre la domination patronale pour en finir avec la mise en concurrence des travailleurs et avec cette guerre commerciale qui détruit les hommes et la planète.

Nathalie Arthaud

Budget : austérité programmée

Au-delà des tractations dans les coulisses et des coups de théâtre médiatiques, c'est bien un budget d'attaques antiouvrières qui a été adopté fin janvier par la commission mixte paritaire et qui est en passe de l'être définitivement.

Pour obtenir que les députés du PS ne votent pas la censure, Bayrou a choisi de revenir sur les attaques les plus brutales et spectaculaires que son prédécesseur Barnier avait annoncées. Mais son objectif est le même : réaliser 50 milliards d'euros d'économies. Pour y parvenir, le gouvernement table sur des coupes claires dans les dépenses.

Si Bayrou a renoncé à ajouter deux jours de carence pour les fonc-

tionnaires en arrêt maladie, il a maintenu la baisse de 10 % des indemnités journalières, avec trois fois plus d'économies à la clé. Les critères d'accès à l'Aide médicale d'État restent inchangés, mais son budget diminuerait de près de 10 %. Enfin, des mesures annoncées par Barnier figurent sans changement, comme la suppression de la Gipa, prime créée en 2023 pour compenser l'inflation et touchée par 188 000 fonctionnaires, ce qui rapporterait 800 millions d'euros, et le gel du point d'indice, qui détermine le niveau des salaires dans la fonction publique.

En revanche, la surtaxe exceptionnelle sur les grandes entreprises, ainsi que la contribution exception-

nelle sur les hauts revenus, annoncée initialement pour faire accepter aux travailleurs ces nouveaux sacrifices, voient leur durée réduite de deux à un an. Quant aux dépenses de l'armée, elles continuent leur ascension : + 3,3 milliards d'euros par rapport à l'an dernier.

Bayrou et une partie de ses prétendus opposants à l'Assemblée répètent que la France a besoin d'un budget. Ils justifient ainsi de nouveaux sacrifices imposés aux travailleurs et aux classes populaires pour continuer à alimenter les aides et subventions aux plus grandes entreprises, dont les profits seront à peine écornés par quelques mesures symboliques.

Le PS à la rescousse de Bayrou

En refusant de voter la motion de censure de LFI, les députés du PS ont permis à Bayrou de faire adopter les budgets de l'État et de la Sécurité sociale sans que son gouvernement soit renversé.

Bayrou n'a fait aucune concession sérieuse aux demandes du PS, et son budget est tout autant un budget d'austérité que celui qu'avait présenté Barnier. Mais les députés du PS, pas encore remis de leur audace d'avoir fait chuter le précédent gouvernement, tenaient visiblement trop à se montrer responsables pour renouveler leur geste.

Pour se justifier, ils ont invoqué les inquiétudes « des maires, des élus et des responsables associatifs redoutant de perdre leurs budgets » ou celles des millions de foyers aux revenus modestes qui auraient pu devenir imposables en l'absence d'un budget remontant les seuils d'imposition. Mais c'est d'abord à la bourgeoisie, grande ou petite, qui mène depuis des semaines une campagne

contre les politiciens « hors sol » ou « irresponsables », accusés d'entretenir l'instabilité politique, que le PS voulait montrer son sens des responsabilités.

En titrant le 4 février « *Précieux feu vert du PS au Budget* », le journal Les Échos a donné une indication du soulagement des milieux patronaux devant ce geste qui donne quelques semaines de répit au gouvernement Bayrou. Même si celui-ci reste sans

majorité, il pourra gérer les affaires courantes de la bourgeoisie française, défendre ses intérêts face à ses concurrents étrangers, arbitrer entre les différents secteurs et prendre tous les décrets exigés par les Nestlé, Lactalis ou autres Tefal.

Les députés LFI, écologistes et PCF, alliés et concurrents du PS, ont crié à la trahison. Mais faire mine de s'indigner que les députés François Hollande, ex-président de la répu-



blique ou Aurélien Rousseau, ex-ministre de Macron, ayant participé à l'élaboration de la dernière réforme des retraites, élus grâce au NFP, soient prêts à sauver le gouvernement Bayrou, c'est se moquer du monde.

Tous les députés du NFP, sans exception, ont en fait exactement le même respect des institutions, des prérogatives du parlement et de l'ordre social.

Pour combattre l'austérité budgé-

taire et les attaques antiouvrières du gouvernement, les travailleurs n'ont rien à attendre de ces tartuffes parlementaires et ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation.

Guerre commerciale : l'impasse du protectionnisme

Les menaces de guerre commerciale et fiscale de Trump, combinées au chantage à la délocalisation des milliardaires français, ont donné lieu à un concert de déclarations patriotiques visant à la défense des entreprises françaises face à leurs concurrents.

Bardella, en bon roquet du capital, a tenu à se faire l'avocat de Bernard Arnault, l'homme aux 200 milliards, et de ses congénères en prétendant sans rire qu'il « *faut soutenir les capitaines d'industrie quand ils sont écrasés par une fiscalité étouffante* ». Il a fait huer le nom de Sophie Binet, secrétaire de la CGT, pour sa déclaration « les rats quittent le navire » à propos des PDG du CAC 40 qui se disent prêts à déménager les usines si on ose écorner leurs dividendes. En effet, la seule patrie des capitalistes est leur compte en banque, d'ailleurs souvent à l'abri dans les paradis fiscaux. Ils n'emploient pas de salariés par philanthropie, mais uniquement si ceux-ci leur rapportent. Sinon, c'est le licenciement, la fermeture de l'entreprise,

sans fleurs ni couronnes. « *L'intérêt ne pense pas, il compte* », disait Marx.

C'est exactement cette soif insatiable du profit maximum qui explique l'épidémie actuelle de plans de licenciements. La question est donc pour le mouvement ouvrier de s'y opposer. Une mobilisation générale du monde du travail est la seule voie pour imposer de prendre sur les profits indécents de quoi garantir emplois et salaires.

Malheureusement, telle n'est pas la perspective défendue par Sophie Binet. « *Ce qu'il faut c'est protéger nos frontières et protéger notre industrie. Il faut que ces grands patrons se fassent entendre et réclament des barrières douanières face à l'industrie chinoise ou à l'industrie américaine* », a-t-elle déclaré sur BFM.

À plusieurs titres, c'est vouloir engager les travailleurs dans une impasse, comme le fait de désigner les industries chinoise et américaine comme les adversaires de « notre industrie » comme le fait Sophie Binet. Cela revient à présenter les tra-

vailleurs de ces pays comme des adversaires pour ceux de France. Les capitalistes cherchent à enrôler les travailleurs dans la guerre économique qu'ils se mènent entre eux. Au contraire, les travailleurs de tous les pays doivent se retrouver autour de leurs intérêts communs.

Il est possible qu'avec l'aggravation de la crise, les puissances impérialistes, tout comme dans la crise des années 1930, multiplient les mesures protectionnistes, le relèvement des barrières douanières ou les manipulations monétaires. À l'époque, ces mesures avaient contribué à l'effondrement du commerce international et de la production industrielle mondiale, et finalement débouché sur la Deuxième Guerre mondiale.

Les travailleurs n'ont pas à implorer les capitalistes de prendre telle ou telle voie. Ils doivent bien plutôt se préparer à prendre la direction du navire qui fonce vers l'abîme.

Intelligence artificielle, aides réelles au patronat



Le sommet de l'IA est l'occasion pour Macron de se placer en champion de l'intelligence artificielle. En insistant sur les « *datas centers propres* » en France ou en incitant la population à utiliser une IA française, il cherche à attirer les capitalistes étrangers pour se remettre dans la course face aux États-Unis.

Mais derrière de grands discours sur l'utilité de l'IA en matière de santé, se cachent des aides matérielles de l'État susceptibles d'attirer les investisseurs. Et si les 109 milliards d'euros d'investisse-

ment annoncés proviennent un jour de capitaux privés, le gouvernement propose déjà de mettre à disposition 35 terrains et des infrastructures d'EDF pour implanter les data centers, ainsi que d'investir 360 millions d'euros dans la formation des travailleurs et dans la recherche.

Quelle que soit la technologie, tout est un prétexte pour arroser les capitalistes d'argent public.

Fronde patronale : pas touche à leurs milliards

Le 28 janvier, Bernard Arnault a tiré la première salve d'un tir de barrage patronal contre l'impôt qui étranglerait l'entreprise. Patrick Martin, le président du Medef, a ensuite renchéri en déclarant sur les ondes de RTL : « L'incompréhension tourne à la colère ».

Le Figaro a ensuite ouvert ses colonnes à l'indignation de grands patrons, comme celui de Michelin, Florent Menegaux, s'étranglant : « Comment voulez-vous être compétitif

? *Ce n'est pas possible.* » Tous les principaux médias ont abondamment relayé cette propagande patronale. La mesure fiscale prévue dans le projet de budget Bayrou pour une année – au lieu de deux dans feu le budget Barnier – les égratigne pourtant à peine. Les entreprises qui réalisent plus de 3 milliards de chiffre d'affaires seraient mises à contribution pour un total de 8 milliards d'euros. Pour LVMH, qui annonce 12,5 milliards de bénéfices en 2024,

ce serait autour de 800 millions d'euros qui seraient versés en plus au fisc. Pas de quoi mettre Arnault sur la paille.

Le patronat ment quand il prétend être étranglé par les impôts. En réalité, ceux-ci ont baissé d'environ 30 milliards d'euros entre 2017 et 2023. En outre, ce que ces entreprises donnent d'une main aux impôts, elles le reçoivent d'une autre par des aides d'État. Ainsi, Michelin a profité en 2024 d'un total estimé à 50,4 millions d'euros uniquement en allègements et réductions d'impôts divers.

Mais le grand patronat sait qu'en tapant du poing sur la table, il est assuré d'avoir l'oreille des gouvernants avec de nouveaux cadeaux à la clé. Ainsi Bayrou, dans La Tribune du dimanche 2 février, l'a assuré de sa compréhension : « *J'entends l'inquiétude du monde économique. Cet agacement est juste.* »

Le grand patronat est riche à milliards mais il en veut encore plus, et il est sûr d'avoir l'appui du gouvernement, ce dont en fait il n'a jamais douté.



Les patrons des DOM reçus 5 sur 5 à l'Élysée

À l'occasion de la discussion parlementaire sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), le gouvernement dirigé par Bayrou s'est, comme ses prédécesseurs, hypocritement inquiété du déficit de l'organisme alors qu'il sait très bien que ce manque à gagner provient essentiellement des milliards d'exonérations accordées au patronat et du chômage imposé à des millions de travailleurs par les capitalistes qui dégraissent à tout va.

Face au tollé soulevé par ses intentions de réduire les remboursements de frais de maladie, d'augmenter le nombre de jours de carence pour les salariés en période d'arrêts maladie, mais aussi face aux an-

nonces de profits historiques des grands groupes du CAC, mais pas que, Bayrou a dû faire marche arrière et décider de mettre en place une contribution exceptionnelle des grandes entreprises.

Aussitôt cette annonce faite, les représentants des Medef des DOM, soutenus comme d'habitude par tous les élus domiens, toutes couleurs confondues, se sont mobilisés contre le « rabot mécanique » du gouvernement qui leur aurait fait perdre les centaines de millions de cadeaux annuels auxquels ils sont habitués, mettant en avant leurs habituels arguments sur l'éloignement de leurs territoires, la « concurrence » dont ils seraient victimes des pays à bas coût

salarial, et l'étroitesse des marchés domiens.

Une fois de plus, le gouvernement a décidé de maintenir les avantages dont il les gratifie depuis des décennies. Pas question en outre pour lui de leur imposer quelque contrepartie pour leurs travailleurs sous forme d'augmentation de salaire ou d'embauches ou pour les consommateurs de ces départements sous forme de baisses de prix.

Le gouvernement est là pour protéger les intérêts des capitalistes, quel qu'en soit le prix pour la société. Qu'on se le dise !

Hauts revenus : pas vraiment taxés

Le texte adopté le 30 janvier par la commission mixte paritaire comprend une taxation censée s'appliquer sur les hauts revenus.

Ce dispositif, initialement prévu par Barnier, doit garantir que les plus riches, ceux dont le revenu fiscal de référence dépasse les 250 000 euros pour une personne seule ou 500 000 euros pour un couple, payent au moins 20 % d'impôt. Si ce seuil n'est pas atteint, ils devront verser la différence au fisc.

Après avoir annoncé qu'il ne reprendrait pas cette mesure, Bayrou a donc fait volte-face pour donner un os à ronger au Parti socialiste. Celui-

ci s'est empressé de le saisir et a proclamé, rien de moins, que « *les patrimoines les plus démentiels seront enfin taxés.* » Ce qui est démentiel, ce sont ces rodomontades des dirigeants socialistes à propos d'une mesure qui ne s'appliquera que pour un an et qui ne rapportera que 2 milliards d'euros aux caisses de l'État, soit uniquement 0,13 % des recettes.

Une note récente de la direction générale des finances publiques apporte un éclairage instructif sur les politiques fiscales menées ces vingt dernières années. On apprend notamment que les revenus des 0,1 % les plus riches, qui ont doublé sur cette période, ont vu leur taux d'imposition

moyen diminuer de 3,6 points, alors qu'il a augmenté de 0,2 points en moyenne pour l'ensemble de la population.

Ce n'est pas cette taxation qui inversera la tendance générale, car les plus riches ont de très nombreux moyens d'échapper à l'impôt. Ils peuvent compter sur leurs avocats fiscalistes pour y avoir recours. Cette mesure ne vise qu'à tenter de faire croire que « les efforts demandés sont partagés par tous » comme le répètent les ministres. Il n'y a vraiment que les députés socialistes pour faire semblant d'y croire...

GBH : exemple type du racket capitaliste dans les DOM

Le groupe commercial Bernard Hayot s'est implanté au fil des années dans tous les départements et territoires d'Outre Mer français.

À La Réunion, il possède et exploite des milliers de travailleurs dans la grande distribution (Carrefour), le commerce des articles de sport avec Decathlon, le bricolage avec Mr Bricolage, la restauration avec la Brioche Dorée, la cosmétique avec Yves Rocher, les produits laitiers avec Danone, l'automobile avec Renault, Volkswagen, Dacia, REP, etc. C'est ici qu'il réalise d'ailleurs la majorité de son chiffre d'affaire et de ses profits.

Des profits qu'il se gardait bien de rendre publics depuis des années, qui se sont élevés à 227 millions



d'euros en 2023 et qui expliquent pourquoi le coût de l'alimentation à La Réunion est supérieur de 37 % à celui de l'hexagone.

La vie chère dans les DOM, ce sont les capitalistes à la Bernard

Hayot qui en sont responsables et c'est bien à eux qu'il faudra que les travailleurs demandent des comptes sous forme de baisse des prix et de hausses des salaires pour pouvoir joindre les deux bouts !

Besoins immense de logements, mais constructions en rade

Alors que le nombre de demandeurs de logements dans l'île ne cesse d'augmenter (il atteint aujourd'hui les 45 000), la construction annuelle de logements s'effondre. Elle a encore baissé en 2024 par rapport à 2023 et cela a eu pour autre conséquence sociale dramatique une baisse de 1000 emplois dans le secteur du BTP à La Réunion.

Les partisans du capitalisme nous vantent le soi disant esprit d'initiative du patronat sans lequel la société ne pourrait pas tourner.

On voit ce qu'il en est « au pied du mur » !

Si les travailleurs dirigeaient la société, une des priorités qu'ils se donneraient, ce serait de donner un toit à tout un chacun. On en est loin !

Pourquoi ? Parce que la priorité pour les capitalistes est la réalisation des profits avant la satisfaction des besoins de l'humanité.

Les travailleurs en retirant la direction de la société aux capitalistes et en en prenant la direction permettront de répondre à tous les besoins humains élémentaires, sans plus attendre.

Accaparement de la richesse par une minorité = pauvreté galopante dans la société

Non seulement des dizaines de milliers de familles en sont réduites à s'entasser à plusieurs générations sous un même toit, faute de logements en nombre suffisants et pour cause aussi de prix de loyers exorbitants, mais une partie de plus en plus importante de la population se retrouve aujourd'hui à la rue.

Ces sans domiciles fixes, faut-il le rappeler, ne sont pas des gens qui ont choisi de vivre à l'écart de la so-

ciété, mais bien plutôt que la société bourgeoise a exclu de tout droit, en particulier celui de se protéger des éléments en ayant un toit sur sa tête.

Ainsi, pour la Fondation pour le logement des défavorisés (ex Fondation Abbé Pierre), leur centre de Saint-Denis, « les demandes de domiciliations (pour que les SDF reçoivent leurs courriers) a augmenté de 60 % en 4 ans et leur centre d'accueil de jour qui propose petits dé-

jeuners, douches et machines à laver est complètement saturé, le nombre des bénéficiaires étant passé de 319 à 1177 par an entre 2019 et 2023 ».

Alors que 1 % de la population mondiale possède plus de la moitié de la richesse mondiale, le nombre des pauvres explose à l'autre bout de la société.

Vivement la révolution mondiale pour mettre fin à ce régime inhumain !

CMA CGM : un budget et des lois sur mesure

À l'automne dernier, lorsque sénateurs, députés et ministres successifs ont commencé à parler de combattre le déficit budgétaire, certains ont posé la question de la niche fiscale par trop favorable aux armateurs.

Les compagnies maritimes françaises ne sont en effet pas soumises à l'impôt sur les sociétés, au taux théorique de 27,5 % des bénéfices, mais à une taxe dite au tonnage. Cela veut dire qu'elles sont imposées sur les capacités de leurs navires et pas sur leurs bénéfices. Or, ceux des grandes compagnies, en particulier de la française CGA CGM, ont explosé ces

dernières années du fait de leur situation de monopole sur le commerce international. En 2022, par exemple, le bénéfice de la CMA CGM était de 23 milliards d'euros. Cette même année, la Cour des comptes estimait que la taxation au tonnage avait permis de diminuer l'impôt des armateurs, et avant tout du plus gros d'entre eux, de 5 milliards d'euros.

Des députés de tout bord, RN, LR, NFP, avaient à l'automne proposé diverses façons de réduire ou de supprimer cet avantage qu'ils qualifiaient d'indu, de scandaleux voire d'immoral. Le résultat est nul puisque le budget présenté le 3 février, déjà adopté par le Sénat et en

passé de l'être par l'Assemblée, maintient la taxe au tonnage, dans le silence ou même avec l'approbation des vertueux orateurs de septembre.

La CMA CGM continuera donc à être imposée au taux effectif de 2 % (calcul de l'Assemblée nationale), c'est-à-dire cinq fois moins que ses salariés de droit français. Moyennant quoi son PDG et propriétaire, Rodolphe Saadé, désormais multimilliardaire, est prêt à faire un « geste patriotique » : il a accepté la surtaxe exceptionnelle de 12 % sur les bénéfices de 2025, soit quelques centaines de millions d'euros, de bonne grâce paraît-il. Quelle générosité !

« On en a marre d'étouffer ! »

En moins de quinze jours, entre le 30 janvier et le 10 février, les élèves des lycées Jean Joly à la Rivière Saint-Louis, Ambroise Volland à Saint-Pierre, du collège Juliette Dodu à Saint-Denis, du lycée Jean-Claude Fruteau à Saint-Benoît, ont tour à tour débrayé pour protester contre la chaleur insupportable (plus de 35 degrés) qui règne dans les salles de cours. De même, les étudiants de la fac de médecine à Terre-Sainte, ont signé une pétition après des malaises de plusieurs de leurs camarades.

Ces lycées ne sont pas des cas isolés. Presque partout dans l'île, de

la primaire à la fac, les élèves sont exposés à ces conditions de travail pénibles qui ont un impact sur leur santé et sur leur apprentissage.

Ce problème n'est pas dû seulement à la vague de chaleur actuelle. Depuis plusieurs années, élèves, parents et enseignants réclament que l'État, la Région, le Département, les communes entreprennent les travaux d'isolation thermique, de végétalisation ou encore d'installation des climatiseurs ou de brasseurs d'air nécessaires à une bonne ambiance thermique dans les classes et dans les cours des établissements.

Certes, il y a eu des avancées

dans la conception des nouveaux bâtiments mais pas dans la grande majorité des établissements qui sont anciens et les ventilateurs défectueux non remplacés comme à Ambroise Volland...

Suite à la mobilisation des jeunes, la Région a annoncé « un plan chaleur » dans les lycées. On attend de voir.

Mais s'il n'y a que cela pour faire bouger élus et autorités, la grève doit entrer dans les programmes scolaires!

SPL Estival : irresponsabilité de Selly = des travailleurs jetés à la rue

Mercredi 12 février, le président de la SPL Estival Patrice Selly, a présenté son plan de redressement de la société de transport de l'est au tribunal de Commerce qui devrait le valider au mois d'avril.

De 24 licenciements annoncés au départ, il est aujourd'hui question, selon les représentants syndicaux, de mettre à la porte jusqu'à une quarantaine d'employés pour soi-disant éponger les dettes de 2,3 millions d'euros dont les travailleurs de la SPL ne sont pas responsables.

Les membres de l'intersyndicale qui avaient signé avec la direction un accord en décembre 2023 pour la baisse des salaires et le licenciement des salariés qui refuseraient la diminution de leur salaire, n'ont pas validé le plan en le qualifiant de « bancal » mais disent accueillir avec « soulagement » l'homologation du PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) qui apporte plus de



LO

Grève de novembre 2023

« visibilité » (Zinfos974).

Pour les salariés qui vont perdre leur emploi ou qui auront leur salaire diminué de 8 %, il n'y a pas de visibilité !

Malgré les alertes des représentants du personnel depuis septembre 2021 sur la gestion calamiteuse de l'ex-PDG, les élus de

la Cirest ont laissé pourrir la situation, en se renvoyant la balle les uns, les autres.

Aujourd'hui, ils se lavent les mains et font payer aux salariés le prix fort la gabegie et les magouilles de l'ancien PDG.

C'est révoltant !

Collège Saint-Charles : des professeurs sans salaires

Depuis la rentrée d'août 2024, les problèmes s'accumulent au collège privé Saint-Charles 2 à Saint-Pierre : retard dans le versement de salaires pouvant aller jusqu'à 15 000 euros pour certains, heures non payées, contractuels sans contrats, prélèvements injustifiés, etc.

Las d'alerter les services du recto-

rat sur leur situation insupportable depuis des mois, les professeurs ont mis au grand jour la gestion chaotique de leurs dossiers par l'administration et les difficultés financières auxquelles ils sont confrontés à cause de tous ces dysfonctionnements.

D'autres établissements privés, sous contrat avec l'État seraient

confrontés aux mêmes problèmes de contrat de travail et de rémunération.

Suite à leur mobilisation, les enseignants ont été contactés dès le lendemain, le 7 février, pour les avertir que des régularisations étaient en cours. Les professeurs en attendent les preuves et... rapidement !

Saint-André : les agents communaux de la médiathèque Auguste Lacaussade débrayent

Vendredi 7 février, les 19 agents de la médiathèque Auguste Lacaussade, à Saint-André, ont débrayé et n'ont pas ouvert l'établissement au public pendant une heure, pour dénoncer leurs conditions de travail dues à l'insalubrité du bâtiment : moisissures, infiltrations, chaleur excessive à cause de l'absence de climatisation, etc.

La médiathèque qui accueille chaque année 600 classes, soit près de 10 000 enfants est ouverte depuis 2001.

Un projet de réhabilitation est prévu par la municipalité depuis 5 ans. Mais les travaux budgétés à hauteur de 2 millions d'euros qui n'ont jamais débuté !

Les agents réclament à minima le

« relogement immédiat » dans un bâtiment adapté avec une partie des fonds documentaires en attendant les travaux.

La municipalité de Saint-André a promis que ce sera chose faite.

Le personnel veille au grain !

ÉTATS-UNIS

Le président contre les travailleurs

En promettant d'envoyer sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, jusqu'à 30 000 migrants en situation irrégulière, en multipliant les critères de détention des sans-papiers, Trump mène tambour battant une campagne contre les immigrés.

Le pouvoir a rapidement organisé quelques opérations de rafles qui ont mobilisé police et agences fédérales, sous l'œil des caméras et avec diffusion en direct sur les réseaux pro-Trump. Avec moins de gesticulations, le président Démocrate Obama avait expulsé, entre 2008 et 2012, hors des États-Unis et chaque jour, bien plus de travailleurs immigrés que Trump durant son premier mandat. Mais Trump vise bien plus ouvertement à diviser la classe ouvrière, dans ce pays où environ 45 millions d'habitants sont nés à l'étranger, dont près de la moitié n'ont pas la nationa-

lité américaine et un quart n'ont pas de papiers. Dans les quartiers où ils vivent, les rues se vident et des familles n'osent plus envoyer leurs enfants à l'école de peur d'être séparés en cas d'expulsion.

Trump qui accuse les immigrés de tous les maux fait diversion, pour dédouaner le grand patronat pourtant responsable des licenciements et des bas salaires laminés par l'inflation. Il veut aussi flatter la partie de la classe ouvrière qui a voté pour lui, en affirmant la protéger... contre l'autre partie. Il installe parmi les travailleurs une division, en en désignant une fraction comme l'ennemie de l'autre.

Avec son sens de classe, Trump ne s'en prend évidemment pas à tous les étrangers. Le Français Bernard Arnault et ses 200 milliards de dollars étaient invités à la cérémonie d'investiture du président américain.

Les immigrés ne sont pas les seuls travailleurs dans le collimateur de

Trump. Avec son compère Musk, il veut pousser un nombre significatif de fonctionnaires à la démission. Il s'agit certes de mettre au pas les hauts fonctionnaires qui penchent du côté des démocrates et qui pourraient ne pas appliquer avec zèle les ordres de la nouvelle administration. Mais l'objectif est aussi de faire des économies sur le budget de fonctionnement de l'État fédéral en poussant des employés vers la porte, par centaines de milliers si possible.

Musk proclame qu'ainsi il économisera 1 000 milliards de dollars par an. Chiffre fantaisiste, qui toutefois se trouve être du même ordre que celui que l'État dépense pour son armée. Mais pour le président il n'est pas question de couper dans les moyens militaires de l'impérialisme américain.

L'aide au développement dans le viseur

Donald Trump a ordonné la suspension pour trois mois de tous les programmes d'aide internationale des États-Unis, à l'exception de l'aide alimentaire d'urgence, de celles susceptibles de sauver des vies, et évidemment de l'assistance militaire destinée à Israël et à l'Égypte.

L'agence américaine pour le développement international (USAID) a donc été brutalement fermée, ses employés mis en congé administratif dès le samedi 1er février. Trump a aussi signé un décret pour que les États-Unis se retirent au 22 janvier 2026 de l'OMS (l'Organisation mondiale de la Santé) et qu'ils cessent dès mainte-

nant toute collaboration, alors qu'ils contribuent à 18 % du budget de cet organisme onusien.

Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, justifie la fermeture de l'USAID par ces mots : « *Nous devons nous assurer que cela correspond à notre intérêt national.* » De son côté, Musk la traite de « *nid de vipères de marxistes radicaux de gauche qui détestent l'Amérique* ». Trump accuse : « *L'OMS nous a escroqués.* » Derrière des décisions unilatérales, il y a donc une opération de communication vis-à-vis des électeurs trumpistes, une volonté de mise au pas des fonctionnaires qui ont l'aide en charge, ainsi que des ONG impliquées.

Du coup, la panique s'est emparée des organismes internationaux ou des ONG, qui hésitent à critiquer les décisions américaines pour tenter d'échapper aux foudres du président. Les États-Unis sont effectivement les premiers contributeurs de l'aide au développement. Mais ramené au revenu national brut, leurs 64 milliards n'en représentent que 0,24 %.

Cette aide, présentée comme altruiste, est loin de l'être. Les sommes prêtées ou données sont utilisées pour des programmes très divers et souvent assorties de clauses visant à utiliser les marchandises ou les entreprises des pays donateurs. Les aides sont ainsi un moyen d'influencer la politique des pays concernés,

d'orienter leurs choix économiques et de financer des moyens militaires, voire des guerres. Cependant, une partie des moyens de l'OMS et de l'aide publique au développement contribue aussi à soulager les populations à qui ils s'adressent. Ils permettent d'employer des dizaines de milliers de salariés qui en vivent. Leur baisse drastique serait une catastrophe.

Présenter ces aides comme étant une contribution des pays riches pour assurer le progrès des populations qui subissent l'impérialisme est une escroquerie. Mais le gouvernement américain se sert de cette légende pour détourner contre d'autres le mécontentement d'une partie de son électorat et imposer ses choix à ses partenaires et ses fonctionnaires.



GAZA

Trump veut déporter les Palestiniens

Le président américain vient de proposer d'évacuer les deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza, de mettre le territoire sous contrôle des États-Unis et de le transformer en nouvelle Côte d'Azur, capable d'accueillir des touristes fortunés dans des hôtels de luxe et des casinos. Trump n'a évidemment pas demandé leur avis aux Palestiniens, ni aux populations du Moyen-Orient supposées les accueillir. Il n'a même rien demandé aux gouvernements des pays en question, qu'il se fait fort de convaincre, ni aux institutions internationales dont manifestement il se contrefiche, à la surprise de ses collègues, y compris des autres puissances impérialistes.

Le nouveau président du pays le plus puissant du monde actualise donc ainsi, en direct, sans fioritures ni enrobage moral ou démocratique, les grandes traditions du capitalisme sauvage. Il considère que les Palestiniens peuvent être traités comme les Indiens d'Amérique, massacrés, méprisés, refoulés, enfermés dans des réserves de plus en plus loin de leur terre.



Flickr

N'en déplaît à Trump et aux dirigeants de l'impérialisme et d'Israël, le peuple palestinien a montré depuis des dizaines d'années qu'il ne se laissait pas rayer de la carte. Depuis le cessez-le-feu, les familles se déplacent dans la bande de Gaza dévastée pour revenir sur leur lieu de résidence et reconstruire ce qui peut l'être. De même, en Cisjordanie occupée, malgré la pression militaire israélienne, exercée par l'armée et les colons en armes, les Palestiniens résistent aux arrestations, aux assassinats et, désormais, aux bombardements.

Les déclarations de Trump à pro-

pos de Gaza suivent celles sur le canal de Panama, le Groenland, le Canada et son chantage permanent sur les droits de douane. Tout cela est pour l'instant surtout verbal, mais l'intention est claire : les dirigeants de la première puissance mondiale veulent accaparer une part de plus en plus importante de la richesse, des territoires, des ressources, des brevets. Trump est là pour affirmer, d'une façon claire et nette, la loi de l'impérialisme, mettre en coupe réglée la planète, au mépris total des peuples qui l'habitent.

Les grandes puissances responsables du chaos

Depuis le 27 janvier, en République démocratique du Congo (RDC), le groupe armé M23 s'est emparé de la ville de Goma et, alors que des millions de réfugiés sont menacés par la faim, la guerre ou le choléra, les diplomates occidentaux s'agitent.

Se prévalant d'un « *consensus général sur la nécessité de parvenir à faire cesser les hostilités* », Macron suivrait la situation avec attention. Il n'est donc pas inutile de rappeler que la France est une des premières responsables du chaos qui ensanglante depuis 30 ans la région Est de la RDC, suite au génocide des Tutsis au Rwanda.

En 1994, le régime génocidaire hutu fut soutenu jusqu'au bout par la France, présidée par le socialiste Mitterrand. L'impérialisme français craignait alors d'être supplanté par ses rivaux anglo-américains qui appuyaient, eux, le Front patriotique rwandais de Paul Kagame. Battues après avoir massacré un million de Tutsis, les troupes génocidaires

rwandaises passèrent avec leurs armes au Zaïre, l'actuelle RDC, se fondant dans la masse des centaines de milliers de civils qui fuyaient les massacres. Ce fut alors le Zaïre qui bascula dans des guerres, qui depuis n'ont jamais cessé.

La colère des peuples africains contre la domination impérialiste, qui est la première responsable de ces guerres est légitime. C'est cette colère qui explique que des ambassades occidentales aient été récemment attaquées à Kinshasa.

Les rivalités entre ethnies, elles aussi, sont les conséquences de cette domination. Car si le M23, surtout composé de Tutsis congolais, est l'héritier d'une milice créée contre les extrémistes hutus venus du Rwanda, ces deux ethnies ont été définies par les colonisateurs allemands puis belges. Après l'indépendance du Rwanda en 1973, les dirigeants français n'ont eu aucun scrupule à s'appuyer dans ce pays sur les gouvernements favorisant les extrémistes hutus, jusqu'à ce qu'ils provoquent le génocide de 1994 contre

les Tutsis.

Aujourd'hui, ces conflits entre bandes armées explosent sur fond d'une course effrénée pour le contrôle des minerais, et ils s'en nourrissent. Ces minerais partent vers les fonderies d'Asie et alimentent les chaînes d'approvisionnement des géants Apple, Motorola, Samsung, Dassault ou Thales. Ce pillage nourrit leurs profits et maintient la région dans le sous-développement. En 2022, Glencore affichait 17 milliards de dollars de profits, l'équivalent du budget de l'État congolais.

Les rivalités entre les puissances impérialistes, entre leurs groupes financiers pour le contrôle des richesses du continent africain nourrissent les conflits et sèment le chaos. La barbarie n'est pas une tare congénitale de l'Afrique : elle est un produit d'exportation impérialiste, au même titre que le fusil d'assaut et le lance-roquette.

MAROC

Pour la défense du droit de grève

Au Maroc, les 5 et 6 février, les principaux syndicats du pays appellent à la grève générale contre une nouvelle loi qui s'attaque au droit de grève.

Si des débrayages ont eu lieu dans certaines entreprises privées, chez Renault à Casablanca et Tanger, ou dans le secteur minier, c'est dans le secteur public, l'administration, l'éducation, les collectivités locales et la santé que les travailleurs se sont le plus mobilisés. Les syndicats ont annoncé un taux de participation de 85 %, chiffre que le gouvernement

s'est empressé de contester.

Cette attaque intervient alors que la flambée des prix alimentaires qui érode le pouvoir d'achat alimente le mécontentement populaire. Celui-ci est aussi nourri par la rapacité de nombreux patrons qui ne respectent même pas la hausse de 10 % du salaire minimum, qui avait fait l'objet d'un accord entre syndicats et gouvernement. Alors que le patronat profite du chômage de masse qui affecte 37 % des moins de trente ans pour imposer ses conditions, cette attaque contre le droit de grève lui laisse les mains encore plus libres

pour mettre au pas les travailleurs les plus combatifs.

Les syndicats se plaignent de ne pas avoir été consultés, mais semblent loin de vouloir engager vraiment la bataille.

Les travailleurs et les militants combatifs sont prévenus : pour se défendre, ils devront compter avant tout sur la puissance de leurs propres mobilisations et leur capacité de les contrôler.

Après le cyclone, risque sanitaire

Dans les trois quarts de l'île de Mayotte, hors du chef-lieu Mamoudzou, les rayons des magasins sont quasi vides, en particulier en ce qui concerne l'eau.

Malgré le prétendu blocage des prix des denrées de première nécessité décrété par le gouvernement depuis le 19 décembre, le pack de six bouteilles d'eau est vendu entre 9 et 12 euros alors qu'en temps ordinaire il est déjà à 4 euros.

La majorité des dizaines de milliers de personnes sinistrées suite au passage du cyclone Chido et de la tempête Dikeledi, n'a de toute façon pas les moyens de payer un tel prix pour s'abreuver. Elle en est réduite à faire la queue pendant des heures de-

vant les fontaines publiques pour récupérer une eau qui n'est pas potable, ou pire encore, à utiliser l'eau polluée des cours d'eau avec le risque bien réel d'attraper des maladies hydriques tels que le choléra, la fièvre typhoïde ou des gastro-entérites. Et ce n'est pas un simple risque puisque le nombre des passages dans les centres médicaux de référence pour troubles digestifs a explosé.

Le grossier mensonge sur la distribution de l'eau qui serait rétablie dans tous les quartiers n'étouffe pas ceux qui le colportent, Valls et Borne, de passage dans l'île. C'est juste leur mépris profond pour les plus pauvres qui éclate au grand jour.



Grève victorieuse des employés de la SIM

Début février, les salariés de la Société Immobilière de Mayotte décidaient de cesser le travail pour obtenir le versement d'une prime Chido, d'une prime de vie chère de 150 euros par mois, une revalorisation de la grille salariale de 2% et une aide matérielle pour les salariés sinistrés.

Afin de faire contre feu à ces revendications, la direction de la SIM, dont le principal actionnaire n'est autre que la Caisse des Dépôts et Consignations (celle qui a récemment pris le contrôle de la majorité des HLM de La Réunion), a prétendu que la CDC leur a déjà attribué une enveloppe de 260 000 euros soit en

moyenne 2000 euros de primes. Ce à quoi les grévistes ont répondu que cette enveloppe avait en fait été distribuée à la tête du client, ce qu'ils trouvaient injuste.

Déterminés à ne rien lâcher, ils ont reconduit leur grève pendant une semaine. Période à l'issue de laquelle la direction de la SIM leur a finalement concédé 500 euros en plus des 2000 euros de primes, 93 euros d'augmentation de salaire pour tous et le paiement de tous les jours de grève !

Un beau résultat à mettre sur le compte de la détermination de ces travailleurs à ne pas s'en laisser compter par leur direction !

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audios-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €

Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282